



## EMMANUEL MACRON le 12 juillet 2021 : ULTRALIBERAL AUTORITAIRE REACTIONNAIRE et CASSEUR DE L'ETAT SOCIAL.

L'allocution Présidentielle du 12 juillet annonçant l'extension du pass-sanitaire a été le parfait révélateur de ce que les institutions de la 5<sup>ème</sup> république peuvent engendrer de pire :

**Exercice solitaire du pouvoir, dispositions liberticides, autoritarisme, et destruction des conquêtes sociales de 1936 à 1968 au service du capital.**



Macron a annoncé que le pass sanitaire serait obligatoire à partir de 18 ans pour accéder aux lieux de loisirs et de culture accueillant plus de cinquante personnes. Début août, celui-ci serait étendu aux restaurants, cafés, salles de sport, trains et autocars longue distance, hôpitaux et Ehpad. En parallèle la vaccination va s'accélérer dans les établissements scolaires et le personnel soignant aura jusqu'au 15 septembre pour se faire vacciner, sous peine de ne plus pouvoir travailler et être payés. Adeptes fervents de la stratégie du choc, ils n'ont pas oublié de s'en prendre aux droits des travailleurs et des chômeurs tout en annonçant la destruction de nos régimes de retraite.

**Ces mesures viennent entériner la constitution de citoyens de seconde zone, de nouvelles attaques contre les conquêtes sociales et un nouveau bond en avant dans la gestion autoritaire de la pandémie.**

Pourtant Macron affirmait le 28 avril dernier que « **le pass sanitaire ne sera jamais un droit d'accès qui différencie les Français** » et qu'il « **ne saurait être obligatoire** » dans les restaurants ou les cinémas. Pourtant, c'est son extension à l'ensemble des lieux publics (cafés, restaurants, centres commerciaux, transports sur les longs trajets) qui est imposée. En modifiant les conditions d'application le gouvernement rend l'accès aux espaces essentiels discriminant selon que l'on soit vacciné ou non, moyennant la coercition et la répression.

Cette discrimination vaccinale se charge rapidement de discrimination sociale. En Seine-Saint-Denis, par exemple, l'un des départements les plus touchés par le virus, **seulement 37,4% des habitants ont reçu une première injection**. Les chiffres de la vaccination publiés par la Sécurité sociale indiquent une corrélation quasi-parfaite entre la population vaccinée et le niveau de revenus : plus on vit aisément, plus on est vacciné.

A contrario, plus on vit au bas de l'échelle sociale, moins on l'est. Et, que dire de cette fracture vaccinale mondiale au cœur de laquelle les pays les plus pauvres n'ont pas accès aux vaccins ? La vaccination est donc lourdement travaillée par le rapport de classes, pour des raisons variées qui tiennent autant aux enjeux

d'accès aux droits qu'à la méfiance à l'égard d'un pouvoir qui se sera distingué par son mépris à l'égard des classes populaires.



Entre imposition vaccinale pour les soignants sous peine de licenciement, extension du pass sanitaire et fin de la gratuité des tests PCR à l'automne, l'allocution d'Emmanuel Macron ce lundi 12 juillet, constitue bien un nouveau bond en avant dans la méthode autoritaire qui est opposée depuis des mois aux vagues de flux et reflux du Covid-19.

Les mesures annoncées, dont la légalité elle-même est plus que sujette à caution et qui ne se soucient guère des conditions de leur mise en pratique, masquent mal le fait que c'est l'incurie gouvernementale qui est en grande partie responsable de la situation dans laquelle nous sommes.

La généralisation de la vaccination est assurément l'une des clefs de résolution de la situation épidémique et le fait que près de la moitié de la population ne soit toujours pas vaccinée constitue un élément légitime de préoccupation.

Mais, qui a cassé la confiance dans la parole scientifique et la vaccination ?...si ce n'est le pouvoir par sa gestion catastrophique de la pandémie et les ratés de la vaccination, c'est bien à ceux qui ont menti pendant des mois sur les masques, sur les contaminations au travail, ceux qui après avoir fermé des milliers de lits refusent toujours d'en ouvrir que nous devons demander des comptes :

♦ **A un gouvernement** qui n'a même pas été en capacité de mettre en oeuvre une campagne de "tester, tracer, isoler" qui aurait pu, lors de ces 3 vagues de COVID, contribuer à limiter, maîtriser l'extension virale !...

♦ **A un gouvernement qui a géré de manière calamiteuse la campagne nationale de vaccination** de toute la population en donnant des ordres et contre ordres avec une pénurie de doses.

♦ **A un gouvernement qui poursuit la désindustrialisation du pays entamée depuis 30 ans**, la France étant le seul pays membre du Conseil de sécurité des Nations-unies qui n'a pas de vaccin et qui demeure très en retard sur ses voisins pour la vaccination à deux doses, quelle que soit la tranche d'âge.

♦ **A un gouvernement et une Commission Européenne qui ont laissé l'industrie pharmaceutique faire la pluie et le beau temps pour leur profit**, acceptant que des clauses des contrats dont ont bénéficié les labos soient maintenues secrètes, la représentation nationale n'étant même pas autorisée à consulter les termes complets des contrats.

Si la méfiance de certains à l'égard de la vaccination est discutable, la défiance vis-à-vis de ceux qui font des gros sous sur nos peines et misères est légitime. Les scandales sanitaires, dont celui du Mediator, ont montré que les laboratoires pharmaceutiques étaient prêts à tout pour toujours plus amasser de billets, quitte à nous rendre malades. Le Covid n'aura pas fait déroger à la règle et les groupes sous le regard bienveillant de l'Etat ont pu continuer à privilégier leurs profits sur nos vies.

La France Macronienne, malgré les belles paroles, s'est constamment opposée à la levée des droits de propriété sur les vaccins alors que leur découverte n'a été rendue possible que par l'injection à fortes doses de deniers publics. Voilà qui a permis à l'industrie pharmaceutique et à ses propriétaires de réaliser des records de profits et de dividendes. Tous les épidémiologistes et virologues l'affirment pourtant : **Il n'y aura pas de solution à la pandémie en un seul pays. C'est l'indispensable solidarité mondiale qui est à l'ordre du jour !**

✘ **Sur l'opacité des négociations entre l'Europe et les laboratoires, voir les deux enquêtes édifiantes de France Inter :**

- **Secrets d'Infos :** <https://www.franceinter.fr/emissions/secrets-d-info/secrets-d-info-20-fevrier-2021>
- **Achat Européen des vaccins, un secret très bien gardé :** <https://www.franceinter.fr/achats-europeens-des-vaccins-un-secret-tres-bien-garde>

~~~~~

Le retard français sur la vaccination est de la responsabilité du pouvoir. Son empressement à entraver la vie de celles et ceux qui n'ont pas encore été vaccinés dès le 1<sup>er</sup> aout- et qui ne pourront l'être totalement à cette date- ne fera qu'amplifier la fracture sociale.

**Et les premiers de corvée, notamment dans le secteur de la santé, n'ont plus les faveurs du monarque qui, à défaut de les payer dignement, nous commandait de les applaudir : les voilà menacés de licenciements s'ils n'obtempèrent pas manu militari.**

Quand la conviction fait défaut, l'autoritarisme s'installe...

**Après les applaudissements c'est désormais la matraque et la sanction qui guettent à l'horizon.**

**De qui se moque-t-on ?**

**L'autosatisfaction proclamée du Président-Soleil ne pourra cacher le vice originel du combat contre le Covid :**

**le pays et les soignants manquaient de tout depuis le premier jour.**

- ♦ **Qui a interdit l'hospitalisation des résidents des EHPAD** pendant la première vague, dont la conséquence a été des milliers de morts chez les personnes âgées ?
- ♦ **Qui n'a pas donné les moyens de protection nécessaires aux hospitaliers** lorsque la pandémie était la plus dévastatrice ? Rappelez-vous les sacs poubelle en guise de blouses et les masques donnés au compte-goutte ou pas du tout.
- ♦ **Qui a obligé les personnels soignants malades du COVID à venir travailler ?** Depuis mars 2020 et encore aujourd'hui, quand un soignant est positif et asymptomatique, il peut... il doit venir travailler !
- ♦ **Qui a refusé aux soignants contaminés et malades, la reconnaissance en maladie professionnelle ?**
- ♦ **Qui n'a pas revalorisé suffisamment les salaires des hospitaliers** qui permettraient une embauche massive de soignants ?
- ♦ **Qui continue de détruire les lits d'hospitalisation même de réanimation et de fermer des hôpitaux ?**

**103 000 lits d'hospitalisation supprimés en 25 ans, 4 800 l'an dernier en pleine pandémie, encore 1 800 depuis janvier 2021 selon un comptage partiel.**

**Macron-Véran-Philippe-Castex en auront fermé près de 20 000 à la fin du quinquennat !**

**Sur le terrain de nos libertés** également le pass-sanitaire constitue une offensive d'ampleur. **Le juriste de l'association La Quadrature du Net Bastien le Querrec** note en ce sens que le pass-sanitaire revient à « banaliser » le contrôle d'identité : « *Le pass sanitaire va arriver dans tous les moments de la vie d'une société . On a tous les ingrédients pour une catastrophe en termes de vie privée* ». Il pointe le risque que « *petit à petit, les mesures temporaires ou exceptionnelles deviennent banales. On étend par petites touches, pour que ce soit indolore, mais au final avec des effets totalement délétères* » dès lors que ces mesures constituent de nouveaux moyens de « surveillance » de la population.

Face à la crise du Covid, le logiciel Macronien reste bien inchangé : contraindre, plutôt que convaincre.



En ce sens, alors que la circulation du variant Delta est exponentielle, il s'agit d'opposer une véritable stratégie vaccinale qui soit basée sur la nécessité de convaincre la population, plutôt que de la contraindre. Une généralisation de la vaccination ne peut être imposée par la coercition, mais seulement par un travail patient de conviction que seule une alliance entre les soignants et la population peut mettre en œuvre, sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers populaires en associant élus locaux et corps intermédiaires, en lien étroit avec les médecins.

En opposant vaccinés et non vaccinés Macron cherche à nous diviser pour nous faire payer la crise en confirmant sa volonté d'attaquer nos retraites, nos droits sociaux en général. Le Président affiche ainsi une stratégie de la tension assumée avec les classes populaires pour fédérer un bloc élitair qui assurerait sa réélection en agitant l'épouvantail Le Pen.

Macron et son gouvernement qui, d'après les dernières élections ne représentent que 3,5 % du corps électoral, persistent donc à vouloir imposer leur politique au service exclusif du capital.

Tout indique en effet une volonté de passer en force sur l'ensemble des sujets balayés pendant cette demi-heure de monologue télévisuel :

**Maintien de la réforme des retraites visant à terme à instaurer un régime par points qui a fait ses preuves en Suède ( baisse de 20 % du niveau des pensions servies depuis la mise en place du système), maintien de la réforme de l'assurance chômage qui va diminuer drastiquement les allocations de plus d'un million de privés d'emplois alors même que le conseil d'Etat a retoqué la réforme, casse du statut de la fonction publique etc.....**

Et comble de l'hypocrisie, ce monarque n'éprouve aucune gêne à vanter les bienfaits de notre « modèle » social qui a permis d'affronter les effets de la pandémie pour ... **aussitôt réaffirmer sa volonté de le détruire.**

Au passage, il ne se prive pas pour user de mensonges éhontés afin de faire passer au forceps son projet de destruction de l'assurance chômage.

Non, « **on ne gagne pas mieux sa vie en restant chez soi qu'en travaillant** », comme l'a dit le banquier Président.

La moitié des privés d'emploi ne touchent aucune indemnité et 50% de celle et ceux qui sont indemnisés perçoivent moins de 1040€/mois ! Seuls 5% des chômeurs touchent plus de 2000€/mois au titre de leur dernier salaire.

Nous voilà donc prévenus de la politique antisociale et autoritaire que le pouvoir entend conduire ces prochains mois alors que rien n'est fait pour rebâtir un système de santé adapté, rien n'est entrepris de sérieux pour refonder l'hôpital public et mieux rémunérer le travail de celles et ceux qui s'échinent avec courage à prendre soins de notre santé et de nos corps.

Et, que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent pour y parvenir ! **Les 500 familles les plus riches du pays détiennent 1000 milliards d'euros et les dividendes du CAC 40 coulent à flot (la bourse de Paris ayant atteint son plus haut niveau depuis 20 ans).**

Si on augmentait de 500 € les 26 millions de salariés, on n'utiliserait que 13 milliards de ce pactole. Autrement dit on n'utiliserait que 1,3% du magot de ces pachas fortunés.

**Evidemment le président n'en a pas parlé. Et, pour cause, ce sont ces gens-là qu'il sert.**

Pour habiller l'attaque renouvelée contre nos droits sociaux et permettre aux médias complaisants de pérorer sur le dialogue social, le Président, nous ressort également son bréviaire sur la négociation avec les partenaires sociaux.

**Négociier ? Mais négociier quoi ? Tout est déjà acté !  
Des négociations pour quoi ? Pour entériner le recul social ?**

Des négociations à l'image de celles de l'assurance chômage où le gouvernement s'assoit sur le rejet unanime de toutes les organisations syndicales.

Face à ce pouvoir autoritaire qui voudrait transformer notre "modèle social" en modèle à l'américaine ou revisité par la commission européenne, l'urgence est à la mobilisation et à la construction dès la rentrée d'un mouvement social large pour défendre nos conquêtes de 36-45-68.

**TRAVAILLONS à L'UNITE DES SALARIES POUR  
DEFENDRE NOS CONQUÊTES SOCIALES !**